



BOMBARDEMENTS MEURTRIERS, BLOCUS MARITIME : TRUMP ET NETANYAHOU EMBRASENT TOUJOURS LE MOYEN-ORIENT

Mardi 7 avril, Donald Trump menaçait d'« effacer une civilisation »... avant de conclure un cessez-le-feu avec l'Iran, moyennant la réouverture du détroit d'Ormuz. Mais après une première journée de négociations vendredi 10 avril, le vice-président des États-Unis, J.D. Vance, a claqué la porte. Le lendemain, Trump a menacé de refermer le détroit d'Ormuz, puis d'organiser un blocus des ports iraniens. Le prix du baril de pétrole a de nouveau bondi sur les marchés internationaux. Si le cessez-le-feu en Iran et autour du golfe Persique est précaire, il ne concerne pas le Liban. Plus de 350 personnes ont perdu la vie dans les bombardements israéliens mercredi 8 avril, et encore des dizaines d'autres les jours suivants. Depuis début mars, le bilan est de plus de 2 000 morts.

UNE GUERRE CONTRE LES PEUPLES ET LES CLASSES POPULAIRES

Trump prétend avoir obtenu une « victoire totale » contre l'Iran et son programme nucléaire. Mais, entre menaces de destruction totale, ultimatums, phases d'apaisement et main tendue au régime, il semble surtout en grande difficulté pour imposer sa loi, alors que ses alliés du Golfe veulent un retour au calme, que son partenaire israélien pousse en sens inverse, et que sa politique est massivement contestée aux États-Unis.

Personne ne pouvait sérieusement croire que les bombes de Trump et Netanyahu aideraient les classes populaires d'Iran à se libérer de leur régime oppresseur. Et de fait, il tient bon, pour le moment. Alors qu'en décembre et janvier, un soulèvement populaire avait fait trembler le régime, les bombardements n'ont abouti qu'à terroriser davantage la population et donner un prétexte au régime pour renforcer la répression. Depuis fin mars, au moins sept personnes arrêtées lors des manifestations ont été mises à mort et plusieurs dizaines, dont des mineurs, risquent l'exécution à tout moment.

À BAS LA PARTICIPATION FRANÇAISE !

Les grandes puissances et leurs alliés ne défendent que leurs intérêts, leur mainmise sur les ressources et le fruit du travail des classes

laborieuses. La France et les pays européens n'échappent pas à cette règle.

Macron a beau désapprouver la guerre, et même refuser certaines demandes de Trump, la France n'est pas moins partie prenante lorsqu'elle envoie en Méditerranée orientale et dans le Golfe son porte-avions, ses frégates et ses sous-marins, lorsqu'elle participe à des missions de surveillance et à l'interception de drones et de missiles, ou qu'elle se propose de déminer le détroit d'Ormuz.

Et si le gouvernement français s'émeut du sort du peuple libanais, c'est toujours pour dédouaner le gouvernement israélien du sang qu'il a sur les mains. Sa seule ambition est de maintenir son influence au Liban et l'implantation de ses grandes entreprises. Au risque de replonger le pays dans une guerre civile, qui aura pour cibles les classes populaires chiites du sud du pays.

En France, le gouvernement fait tout pour empêcher la dénonciation des crimes des puissances impérialistes et de leur complice israélien. C'est ce que montrent les intimidations et arrestations de militantes et militants de la solidarité avec la Palestine et le projet de loi Yadan qui assimile critique de l'État israélien et antisémitisme. Mais ici comme ailleurs, aucune mesure ne fera taire la révolte et la solidarité internationale des exploités !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nous :

WEB : www.npa-revolutionnaires.org // INSTAGRAM & TWITTER : @npa_revo / @npa_revo_lyon / @npa_revo_sante //
MAIL : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org Imp.Spé.NPA

PAROLES, PAROLES, PAROLES...

On attend toujours la réouverture des « vrais » vestiaires du bâtiment 3A... la date promise est largement dépassée et on va devoir encore se changer sous la chaleur étouffante et les WC bouchés et leurs odeurs fantaisistes... on a surtout hâte que l'hôpital soit géré par les travailleurs eux-mêmes, pour pouvoir se changer dans de bonnes conditions. On est toujours mieux servi par soi-même.

UN SOMMET DE PLUS POUR NE RIEN CHANGER

Le 1^{er} One Health Summit a eu lieu à Lyon, autoproclamé capitale mondiale de la santé. L'occasion pour Macron de caracoler devant ses potes sur l'excellence du système de santé français. Ici à l'hôpital ça nous fait bien rire. Le système de santé français on le connaît, on le voit s'effondrer sous nos yeux depuis des décennies. Le manque de financement est systémique et organisé par Macron et la bourgeoisie pour pousser la privatisation du secteur de la santé. Un service à deux vitesses se met doucement en place : le soin privé, rapide et de qualité pour ceux qui peuvent se le permettre et un soin public, lent et défaillant pour les autres. Ces logiques capitalistes ne sont pas les nôtres : nous devons nous organiser pour les combattre !

LOI ANTI-FRAUDE : LA CHASSE AUX PAUVRES CONTINUE

L'Assemblée nationale a adopté un amendement du Rassemblement national durcissant les sanctions contre la fraude aux prestations sociales. L'amendement prévoit notamment la suspension des allocations chômage en cas de suspicion sérieuse, voire la suppression de toutes les prestations sociales en cas de récidive. Par contre, les mêmes députés ont rejeté les propositions venues de gauche contre la fraude fiscale des entreprises et des particuliers fortunés. Toute une philosophie de classe.

LES VRAIS FRAUDEURS

Radio France a dévoilé une fraude de grande ampleur à l'Assurance Maladie dans les centres de santé. Un vrai braquage de nos cotisations : plus de 700 millions d'euros ont été détournés dans des centres dentaires et ophtalmologiques. Les directeurs de ces centres, au train de vie flambeur, forçaient sous la menace leurs employés à facturer des actes

non réalisés à l'Assurance Maladie. Et encore, c'est quand les centres existent réellement. Certains poussent la fraude plus loin en adressant des demandes de remboursement fondées sur l'usurpation des données de patients, les centres n'étant en réalité que des coquilles vides qui n'accueillent pas de patients. Ces 700 millions ne sont que la partie pour l'instant détectée. Décidément, ce ne sont pas les collègues en arrêt maladie ni les soins prodigués aux sans-papiers qui « creusent le trou de la sécu », les vrais profiteurs du système se trimballent en hélicoptère et louent des appartements à 13 000€ par mois.

LA MÉDECINE LIBÉRALE PLUTÔT QUE L'HÔPITAL PUBLIC

Mais comment ces centres ont-ils pu se développer sans aucun contrôle ? Depuis 2009, la loi Bachelot facilite leur ouverture sans agrément par les autorités de santé. L'objectif affiché était de pallier les déserts médicaux en facilitant l'ouverture de centres de santé organisés autour de la médecine libérale. Une solution bien plus simple existait et existe encore : renforcer l'hôpital public. Or, dans un contexte d'obsession autour de la dette et de la réduction des budgets, l'hôpital public est toujours le parent pauvre.

USA : LA LUTTE CONTRE ICE, ÇA SE PASSE AUSSI À L'HÔPITAL

Depuis son retour au pouvoir, Trump a autorisé ICE, sa police anti-migrants, à les traquer jusque dans les lieux qui lui étaient autrefois interdits : écoles, églises, hôpitaux. Dans ceux-ci, nos collègues américains ont fort à faire pour prévenir et contrer les opérations de cette milice raciste, notamment dans les hôpitaux « low-cost » destinés aux patients les plus pauvres. Groupes WhatsApp pour se concerter et s'organiser avec les patients et les habitants du quartier, manifestations devant ou dans l'hosto, participation au mouvement « No Kings », etc. : les idées ne manquent pas outre-Atlantique. Ici aussi, refusons le racisme à l'hosto, sous toutes ses formes.